

Conseils de classe

édité par la Commission Education nationale, Université et Recherche du

Pôle de Renaissance Communiste en France

Supplément à « Initiative communiste » - Année scolaire et universitaire 2011/12

EDITO : MOURIR POUR ENSEIGNER ?... PAS MÊME DE MORT LENTE !

13 octobre 2011, Lise, professeur de mathématiques de 44 ans, s'immole dans la cour de son lycée Biterrois et décède le lendemain...

COMMENTAIRES & ANALYSE

« Son message désespéré était celui-ci : il faut refonder, à tout prix, une nouvelle et authentique école de la République, celle où primaient les valeurs du civisme et du travail ; celle où le professeur était au centre de tout ; **celle où l'enfant du peuple pouvait devenir fils de roi.** » a écrit son père dans un courriel publié par Le Midi Libre.

Nouveauté ? Pas vraiment.

✓ Une enquête épidémiologique de l'INSERM attestait déjà en 2002, que la profession était plus touchée par le suicide que France-Télécom (39 cas / 100.000) ! Six ans plus tard, Françoise LANTHEAUME et Christophe HÉLOU, enseignants-chercheurs, publiaient La souffrance des Enseignants. Et l'année suivante, Charlotte CHARPOT publiait le pamphlétaire Madame, vous êtes une prof de Merde ! ... Selon un rapport à paraître de Georges FOTINOS, ancien inspecteur général, et José-Mario HORENSTEIN, médecin psychiatre à la MGEN, 17% des enseignants sont touchés par le « burn-out* » contre 11% dans les autres professions. (*) Syndrome d'épuisement professionnel.

Alors, pourquoi ?...

1. **La RGPP qui rend les classes de plus en plus chargées !**

Avec son cortège de suppressions de postes récurrentes depuis 2007 ! Suppressions qui atteindront les 80.000 dans l'état actuel du projet de Loi de Finance 2012. Ce qui ne doit pas faire oublier que VILLEPIN en avait déjà supprimés plus de 8.000 en 2006. Le taux d'encadrement en France est désormais pointé du doigt par un récent rapport sur l'éducation au sein des pays de l'OCDE...

Mais aussi des crédits en baisse comme cette réduction de 70% de la dotation aux Fonds Sociaux dans l'académie de Lille ! D'ailleurs, en % du PIB, la « Dépense Intérieure d'Éducation » ne cesse de baisser depuis le milieu des années... 90 !

2. **Les réformes qui vident de sens le métier !**

Celle du lycée général & technologique où le tronc commun en 1ère permet de supprimer des heures selon les mots même de Patrick ALLAL, nommé chargé de mission par Luc Chatel ! Après avoir fait de la seconde un niveau fourre-tout avec ses enseignements dits « de découverte » ! Après avoir mis en œuvre ce leurre que constitue les heures d'ATP non cadrées, sans programme ni enseignement disciplinaire. Mais aussi avec la fermeture de nombreuses options en lycée professionnel voire celle d'établissements tout-entier comme le LP Hennebique de Liévin, au nom des « économies d'échelle » cautionnées par les élus PS sous couvert du « Schéma Régional des Formations ».

Et en amont, cette « École du Socle » voulu du CP à la 3ème qui ne vise qu'à une « gestion des flux » avec un enseignement à minima pour les plus défavorisés socialement donc culturellement... Derrière l'idéologie d'un enseignement utilitariste par « compétence » suivi de l'éviction programmée de beaucoup vers un apprentissage/asservissement précoce !

3. **La dévalorisation économique qui contribue à la perte de toute « aura » sociale !**

Non seulement les salaires sont inférieurs à ceux pratiqués dans beaucoup de pays voisins mais ils se trouvent être « gelés » au moins jusqu'en 2013 ! Baisse de pouvoir d'achat que la poudre aux yeux d'une révision du salaire initial ne saurait masquer pas plus que le mensonge du « travailler plus pour gagner plus » de la loi TEPA, encourageant à toujours plus d'heures supplémentaires pour pallier les suppressions d'emplois et préparer sournoisement la casse des statuts de toute la Fonction Publique (annualisation du temps de travail, mobilité, polyvalence, évaluation et recrutement locaux, contractualisation des objectifs comme des pratiques professorales et des parcours d'élèves, etc.) !



**NON !
Ayons « ... l'optimisme
de la volonté ! » et
continuons la lutte !**

Luttes malgré la stigmatisation des mouvements sociaux et la répression syndicale !

Faisant écho aux pouvoirs en place (UMP/PS/MEDEF & consorts), la presse populiste droitière n'a de cesse de tancer les grévistes, les manifestants, et tous les indignés ! L'administration centrale intervient de plus en plus violemment dans tout type de conflit du local au national, à coup de convocations chez les DRH, d'inspections « sauvages », de « lettres de mise en garde » et autres « contrats de progrès », jusqu'au passage en « commission disciplinaire »...

Celui qui ne plie pas doit rompre ?... NON !

Luttes, en dépit de la frilosité syndicale et du consensus politique !

A la traîne des grandes centrales réformistes, unies sous la bannière de la CES/CSI outil d'accompagnement socioprofessionnel du capitalisme mondialisé, des organisations autrefois pugnaces s'évertuent à préparer la défaite en ne mobilisant que sporadiquement, sur des problématiques souvent corporatistes, plutôt que de construire un « **tous ensembles & en même temps** » seul arme contre la violence des politiques mises en place aux plans national et européen !

Cette déréliction s'effectue en parallèle de tous les renoncements de la gauche progressiste, désormais enchaînée à un PS dominateur et à un PGE hégémonique ! L'abandon de toute idéologie de « *Lutte des Classes* » internationaliste au profit d'une construction européenne supranationale, fait payer au prolétariat un des plus lourds tribus de son histoire contemporaine en lui imputant toutes les conséquences de la crise financière et systémique du capitalisme sous couvert d'une pseudo dette qui accablerait nos économies et mettrait en péril cet Euro... dont nous ne voulions pas !

NOUS ALLONS « LES SORTIR, EN SORTIR, S'EN SORTIR ! »

LISEZ : **INITIATIVE COMMUNISTE** Abonnement : 1 an 22€, 6 mois 12€, chèque à l'ordre d'Initiative Communiste à adresser à IC – 199 rue E.Zola – 62800 LIEVIN <http://www.initiative-communiste.fr/wordpress/>

Étincelles, la revue théorique et culturelle du PRCF Abonnement : 4 numéros 22 € (étudiants, chômeurs 16€), chèque à l'ordre du « PRCF » à envoyer à Annie Crovisier – 10 rue Grignard – 62300 LENS

SOLIDARITE DE CLASSE, bulletin d'information & de liaison du Comité Internationaliste pour la Solidarité de Classe (CISC). Abonnement 4 numéros 6€, chèque à l'ordre du « CISC » à envoyer à Madeleine Dupont – 62 résidence les Hirsons- 62800 LIEVIN <http://www.comite-honecker.org/>

HALTE A LA « France-TELECOMMISATION » de l'Education nationale !

« Com.école » du PRCF

On garde le souvenir douloureux des suicides sur le lieu de travail à France-Télécom, cet ex-fleuronné du secteur public industriel français, haut lieu des luttes syndicales, devenu le ban d'essai du plus pur sadisme patronal après la privatisation engagée par le gouvernement Jospin (notamment avec la honteuse campagne de mutation « *it's time to move !* », tout-anglais patronal et néo-colonial oblige, qui a déclenché une vague de suicides).

On a eu récemment de terribles échos sur ce qui se passait à la Poste, elle aussi en voie de privatisation, ou à l'Office National des Forêts où nombre d'agents vivent très mal la casse de leur métier. Mais la « *France-télécommisation* » prend aussi des proportions angoissantes dans l'Éducation nationale, en proie au désossage des effectifs, à la casse des statuts et des services, au blocage des salaires, au report de fait (notamment dans le second degré) des retraites de 60 à 65 ans (Pascal Terrasse, conseiller de Hollande pour les retraites, expliquait récemment on ne peut plus clairement que l'âge légal de la retraite devra rester à 62 ans et passer à 65 ans), voire à 67 (à cause des lourdes décotes), à la mise en pièce des disciplines d'enseignement au profit d'une pseudo-pédagogie des « *compétences* » importée des pays anglo-saxons et dont le seul but est l'employabilité des élèves sur critères patronaux et « *européens* ». Le discours « *pédagogique* » en place n'est qu'un misérable masque pour détruire les savoirs : cette « *pédagogie* » qui se fait, non pas pour enseigner des contenus, mais pour les massacrer, est une insulte permanente aux grands pédagogues progressistes du passé et du présent !

Ajoutons à cela la destruction complète de la formation (des néo-certifiés et agrégés sont « *balancés* » dans les bahuts à peine sortis des concours très difficiles qu'ils viennent d'obtenir et certains songent déjà à démissionner l'année qui suit !).

Que dire également de cette « *masterisation* » qui, sous-couvert d'une élévation du niveau global de recrutement – qui d'ailleurs faisait polémique, n'a servi que d'alibi au renoncement d'une revalorisation indiciaire globale et dont l'une des premières conséquences a été de rendre le métier moins accessible aux étudiants d'extraction populaire étant donné le coût des études supérieures et l'inflation galopante de leurs frais d'inscription depuis la Loi LRU et cette « *autonomie* » prônée par les capitalistes-libéraux ou sociaux-démocrates qui se succèdent aux affaires, en alternance !

Enfin, chacun sait que l'administration, qui veut avant tout utiliser l'école comme une garderie sociale et comme un centre de tri socioprofessionnel, laisse les enseignants **SEULS** face aux comportements intolérables d'un certain nombre de jeunes agressifs, insolents, perturbateurs, qui dynamitent parfois des classes entières en toute impunité.

Bref, l'enseignant insulté quotidiennement dans les médias, traité sans relâche de privilégié, de nanti, et menacé par les Royal, Aubry, Montebourg et Cie de voir son service alourdi et ses vacances (seul moment où beaucoup se reconstruisent avant de repartir en enfer) drastiquement réduites, le tout pour des salaires de plus en plus minables, ressent en permanence un sentiment d'accablement. Que les choses se tendent un peu plus que d'habitude avec, par exemple une administration particulièrement carriériste, anti-profs et désireuse de plaire avant tout à telle rectrice de combat tout droit sortie de l'UMP, et tout se brouille : c'est l'équilibre qui vacille, c'est la raison de vivre qui se perd.

Elle est décidément magnifique cette « *construction européenne* » qui démolit tous les services publics sur l'autel de l'euro, ce gouvernement poujadiste qui hait les fonctionnaires presque autant que les communistes et les immigrés, ces administrateurs intermédiaires (pas tous heureusement !) qui chouchoutent les pires perturbateurs, qui ne sont même pas capables d'écrire poliment (formule de politesse !) à leurs subordonnés quand ils pondent une circulaire, et qui « *cassent* » impitoyablement les profs en difficulté, QUI DEVIENNENT PEU A PEU MAJORITAIRES. Ils sont indignes de la France républicaine, des fondateurs de l'école laïque, ces dirigeants à la Chatel, à la Darcos, à la Robien, à la Claude Allègre, qui se réveillent tous les matins en se demandant quelle vacherie supplémentaire ils peuvent faire aux profs et aux instits !

Mais la parole enseignante se réveille, malgré l'inquiétante mollesse des directions syndicales nationales qui n'ont engagé aucune vraie campagne pour dénoncer la « *France-télécommisiation* » de leur secteur. Aujourd'hui, grâce au sacrifice tragique de Lise B., les « *minutes de silence* » dans les établissements sont devenues bien souvent des débrayages où la parole s'est libérée. Non ça n'arrive pas qu'aux autres, aux « *mauvais profs* » qui n'ont « *pas d'autorité* », comme si celle-ci était un don du ciel !



Enseignants, soyons solidaires, serrons les coudes, ne « *marchons* » plus dans les manœuvres de division dont sont friands certains chefaillons. Osons de nouveau défendre fièrement nos disciplines universitaires, ignorer les consignes infamantes de ceux qui veulent formater nos enseignements pour faire de nous des porte-paroles de l'Europe capitaliste, de l'anticommunisme obsessionnel, de la bien-pensance sous toutes ses formes.

Quand on désosse l'école publique, on veut casser la République, la jeunesse, la formation et les salaires de la classe laborieuse, on veut démolir la Nation, qui s'est constituée en France à travers mille luttes laïques et républicaines.

Alors n'attendons pas Papa Hollande, dont les 60 000 postes annoncés ressemblent fort à un miroir aux alouettes : statutaires, sous concours, postes d'enseignants... ?

La grève du 27 septembre a montré que le ras-le-bol est MAJORITAIRE. Discutons partout, alertons les délégués des lycéens et des parents, discutons avec les syndicats ouvriers, contactons les autres services publics.

Le « *Tous ensemble en même temps* » que refusent les états-majors syndicaux inféodés à l'euro et au PS, **construisons-le nous-mêmes** en commençant par le plus simple et par le plus nécessaire : refuser tout ce qui, au quotidien attente à notre dignité.



Le P.R.C.F. est, aux côtés des camarades du P.O.I. mais également de nombreux militants de diverses organisations syndicales de la métallurgie, de la SNCF, de la sécurité sociale et de la santé, comme de l'Éducation nationale, un des artisans du :

« *Comité contre la dictature de la réduction des déficits publics* »

A ce titre, il soutient que :

« Il faut donc non seulement « *rétablir les postes supprimés* » mais recruter en ouvrant les vannes des concours. Non seulement « *rattraper les salaires* » mais augmenter globalement la grille indiciaire. Non seulement « *abroger les réformes* » et « *sauvegarder les statuts* » mais reconquérir l'instruction publique, gratuite et laïque que nos anciens ont arrachée. »

Seulement ça ?...

✓ Dénoncer « *fermement les plans d'austérité et de rigueur décidés et imposés par le gouvernement. [...] le 13 décembre sera un temps fort de mobilisations interprofessionnelles, notamment avec des rassemblements.* » (Communiqué de l'INTERPRO' du 18/11)

✓ Condamner « *les projets de textes sur l'évaluation des personnels [...] signer massivement la pétition unitaire [...] une grève le 15 décembre des personnels [...]* » (communiqué de l'intersyndicale du 2nd degré réunie le 17/11)

Contre tout-ça !

80.000 suppressions de postes totalisées pour la rentrée 2012, des statuts menacés au plan national et déjà attaqués au plan académique, un pouvoir d'achat amputé de plus de 10%, une carrière se passant au ralenti, des crédits de fonctionnement en « *peau-de-chagrin* », la caporalisation du métier à tous les niveaux (programmes officiels, épreuve du « *bon fonctionnaire* » à l'oral des concours, notation unique, etc.)...

Et encore : régression des acquis sociaux (jour de carence-maladie, taxe nouvelle sur les mutuelles, déremboursement, etc.), austérité (hausse de TVA, gel du barème de l'impôt sur le revenu pendant 2 ans, revalorisation des prestations familiales bloquée à 1%, etc.)...

Et quoi d'autre encore dans les prochains mois ?



Les « *partenaires sociaux* » se plaignent de ne pas être entendus par le gouvernement ?...

Quel alibi inepte pour tous ceux qui sont allés se vautrer dans le syndicalisme réformiste d'accompagnement des programmes capitalistes les plus libéraux ! **Quelle ironie honteuse** pour tous ceux qui n'écoutent plus leurs bases depuis des lustres ! **Quel fieffé mensonge** de la part de tous ceux qui ne sont plus audibles juste parce qu'ils n'ont plus rien à dire de crédible !

« Rien n'a fait plus de mal aux travailleurs que la collaboration de classes. Elle les désarme dans la défense de leurs intérêts et provoque la division. La lutte de classes, au contraire, est la base de l'unité, son motif le plus puissant. » H. Krasucki.



<http://www.frontsyndical-classe.org/>

Attendons les élections ?...

✓ « *Je réaliserai un plan pluriannuel sur cinq ans permettant l'embauche de 60 000 professeurs, éducateurs et professionnels de l'enseignement. Il sera le préalable décisif à la conclusion d'un nouveau contrat avec les enseignants, incluant la définition d'un socle commun de connaissances, une réforme des rythmes scolaires, une refonte des conditions de travail et un rétablissement de la formation des professeurs.* » (<http://francoishollande.fr/la-france-en-avant#point1>)

60.000 embauches dont on ne dit pas quels seront les statuts alors que l'on parle de « *contrat* » et dont on lit bien qu'ils ne seront pas tous enseignants ! Autre point de convergence avec la droite libérale en place : « *le socle commun* » et cet écran de fumée que constitue le faux débat sur « *les rythmes scolaires* » !

✓ « *A l'école, la laïcité qui est non seulement la neutralité religieuse mais aussi la neutralité politique sera appliquée avec la plus grande fermeté. [...] Les méthodes et l'état d'esprit pédagogistes n'y ont plus leur place [...] L'accent sera mis dès la maternelle, et plus encore à l'école élémentaire, sur l'apprentissage des savoirs fondamentaux : français, calcul [...] Il faut en particulier revoir le statut de l'école, créer un nouveau type d'établissement public sur le modèle des collèges et lycées [...] Suppression progressive sur le quinquennat du collège unique [...] L'apprentissage à 14 ans sera rétabli [...] Il n'y aura cependant pas de créations de postes supplémentaires [...] La décision de fermer les petits collèges de moins de 200 élèves à la campagne sera revue [...] Maintien du baccalauréat, qui doit retrouver son caractère sélectif* » (<http://www.marinelepen2012.fr/le-projet/avenir-de-la-nation/ecole/>)

Là aussi, des resucées empruntées à l'UMP/MEDEF : l'accusation de pédagogisme, le retour à des supposés fondamentaux, des écoles devenant des EPEP du même acabit que les EPLE, la sélection à tous les étages (collège, Bac) et la gestion des flux vers l'apprentissage asservi au patronat. Également en filigrane, la muselière syndicale sous couvert de « *neutralité politique* »... Au delà : aucune création de postes, des fermetures revues mais dont on ne sait dans quelle optique, un DNB pas même évoqué en tant qu'examen, et pour finir pas même une seule fois le mot LYCEE !

✓ « *Rétablir les postes supprimés [...] scolarité obligatoire de 3 à 18 ans [...] service public de la petite enfance [...] gratuité complète [...] augmentation de 50% des moyens de l'enseignement professionnel* » (www.placeaurope2012.fr/les-propositions-du-front-de-gauche-pour-lecole/)

Une « *bien belle* » présentation en vérité... Mais toujours aucun engagement sur le statut des postes rétablis, quant aux moyens promis à l'enseignement professionnel nul ne dit qu'il ira aux LP ! Peut-être aux CFA ?... Par ailleurs constatons avec dépit que pas un mot n'apparaît sur tant de sujets brûlants : collège condamné au LPC, lycée abandonné à sa réforme, personnels oubliés des revalorisations, établissements laissés aux potentats locaux, etc.

« *En France, l'embellie du Front populaire, inaugurée par la victoire électorale de la gauche en mai 1936, ne se traduira par de grandes conquêtes sociales que grâce au gigantesque mouvement de grève de juin.* » Benoît Kermoal, *Le Monde Diplomatique*, juin 2006.

Non !

Commençons plutôt par lutter.